

Note de recherche

Élections européennes 2024

1 / Avril 2024

VOTER SANS CONNAÎTRE : L'ÉVALUATION DE L'UNION EUROPÉENNE ET SES EFFETS POLITIQUES

Luc Rouban

Directeur de recherche CNRS

luc.rouban@sciencespo.fr

L'une des questions qui se posent dans le cadre des élections européennes est de savoir ce qui joue le plus sur le choix électoral d'une liste. On peut penser que les enjeux internes sont clairement distingués des enjeux externes et que la vie politique française commande pour l'essentiel les décisions électorales. Mais cela fait alors l'économie du fait que la vie politique française est fortement insérée dans les choix faits au niveau européen dans de nombreux secteurs de la vie économique ou sociale qui ont un impact direct sur la façon dont l'action du gouvernement est perçue. L'un des exemples les plus clairs en est donné par la politique agricole commune et ses effets positifs sur certains agriculteurs, négatifs sur d'autres, suivant la nature et la taille de leurs exploitations, alimentant un conflit profond qui pose la question des marges de manœuvre réelles dont les dirigeants disposent au niveau national. Mais on peut aussi citer d'autres domaines où l'action de l'Union européenne (UE) est décisive, qu'il s'agisse de l'environnement, de la définition de règles sanitaires ou même de la lutte contre le terrorisme.

La question de l'évaluation des actions menées par l'UE devient alors centrale. Quels sont les facteurs qui jouent le plus sur cette évaluation ? Et que révèle-t-elle de la représentation générale de l'UE chez les électeurs français ? Quelles sont les conséquences de cette évaluation sur le choix politique ? L'analyse montre tout d'abord que la majorité des enquêtés ne savent pas trop comment évaluer l'action de l'UE. Ceux qui le font sont plus souvent négatifs que positifs. Cette évaluation dépend bien plus du classement subjectif que font les enquêtés de leur situation personnelle et de son évolution que d'une position de classe, de l'âge ou du niveau de diplôme. Cette évaluation conditionne étroitement l'intérêt pour la campagne des européennes, la volonté de voter et les intentions de vote. Mais elle ne modifie qu'à la marge le souhait assez général de modifier le projet européen.

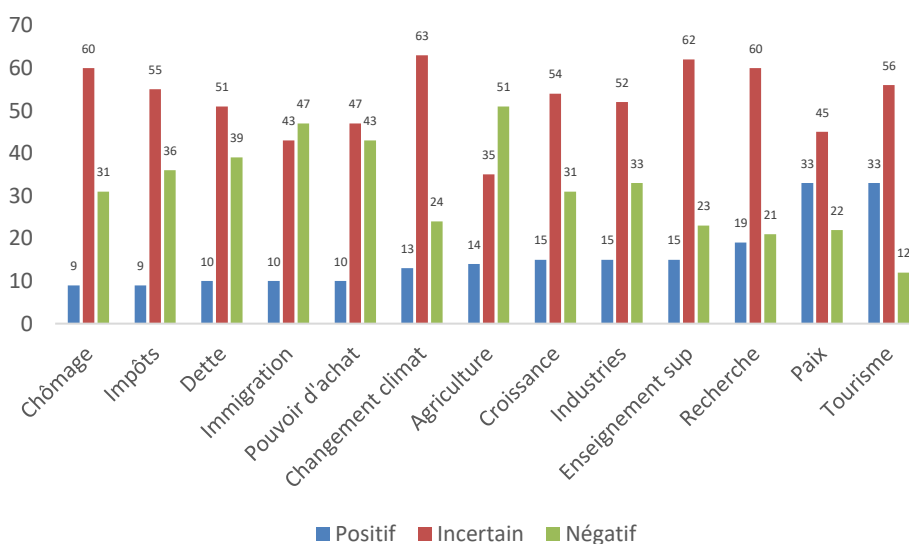
Les résultats présentés s'appuient sur les résultats de l'enquête électorale Cevipof, Ipsos, Le Monde, Fondation Jean-Jaurès, Institut Montaigne, vague 3, 2024, portant sur un échantillon représentatif de 11 770 enquêtés interrogés du 1^{er} mars au 7 mars 2024.

Une vision très pauvre de l'action de l'UE

On a demandé aux enquêtés quelle était l'influence des politiques menées au niveau de l'UE sur la situation française sur 13 terrains nationaux différents : le chômage, les impôts et les taxes, la dette et les déficits, l'immigration, le changement climatique, la croissance, le pouvoir d'achat, la paix en Europe et dans le monde, l'agriculture, les industries, la recherche, l'enseignement supérieur et le tourisme en France.

Une première analyse montre que la majorité des enquêtés ne savent pas quoi penser de l'action de l'UE sur les politiques menées en France. C'est l'incertitude qui domine et qui se traduit par le fait de se positionner entre 4 et 6 sur une échelle allant de 0 à 10 : peut-être pas trop mal, peut-être un peu positif... Vient ensuite le jugement négatif qui s'exprime par le fait de se positionner entre 0 et 3 sur l'échelle d'évaluation. La liste des domaines où l'action de l'UE semble la plus négative reflète celle des préoccupations nationales : l'agriculture (51% de jugements négatifs sur l'UE), l'immigration (47%), le pouvoir d'achat (43%), la dette (36%). En revanche la fréquence des jugements clairement positifs, mesurés par un positionnement de 7 à 10 sur l'échelle, est bien plus basse : 33% en ce qui concerne la paix en Europe comme le tourisme en France, 19% pour la recherche, 15% pour la croissance comme pour les industries. On est donc bien loin des débats d'experts sur les exportations et les investissements.

Graphique 1 : L'évaluation de l'action de l'UE par domaine (%)



Source : Luc Rouban, enquête électorale Cevipof, Ipsos, Le Monde, Fondation Jean-Jaurès, Institut Montaigne, vague 3, 2024

Lecture : Les domaines ont été classés par ordre en fonction du pourcentage d'évaluations positives.

Qui apprécie l'action de l'Union européenne ?

À partir de ces résultats, on a pu créer un indice mesurant le nombre d'évaluations positives, qui va donc de 0 à 13. Seuls 9% de l'échantillon

1.

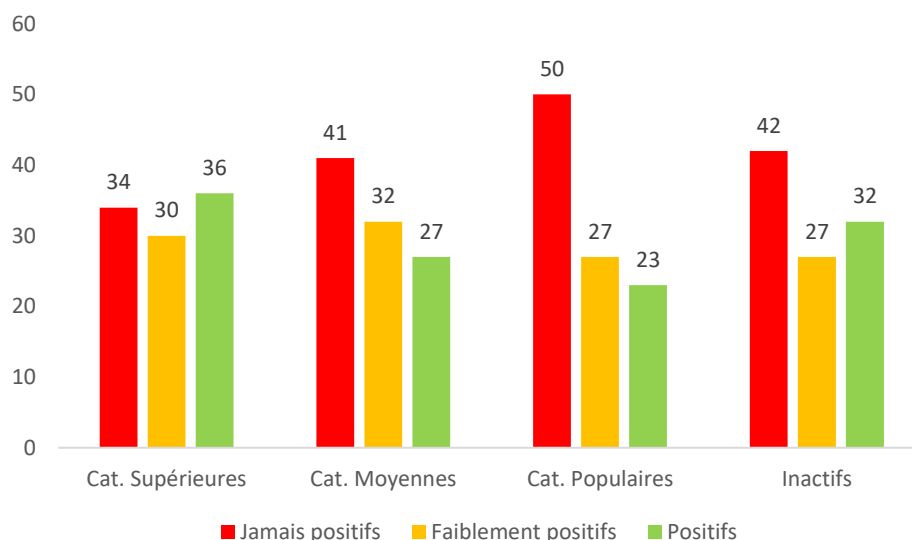
Ce qui ne veut pas dire qu'ils soient systématiquement négatifs mais qu'ils ne dépassent jamais la note 6 sur l'échelle de 0 à 10

procèdent à une évaluation globalement très positive (soit au moins 7 réponses positives) de l'action de l'UE sur la situation française et 44% de tous les enquêtés ne sont jamais positifs quel que soit l'item¹. Pour mieux appréhender les réponses, la distribution étant très déséquilibrée, on a donc divisé cet indice en trois groupes selon le degré d'européanisation des enquêtés. Le premier regroupe ceux qui ne sont jamais positifs, le second ceux qui le sont faiblement (soit une ou deux évaluations positives) et le troisième ceux qui le sont de manière plus affirmée (soit de trois à treize évaluations positives). Le premier réunit donc 44% des enquêtés, le second 29% et le troisième 27%.

Ces trois groupes définissent des univers de représentation assez typés. Le premier réunit des enquêtés qui se sentent exclusivement Français à 53% alors que dans le second groupe cette proportion descend à 30% puis enfin à 17% dans le groupe procédant à une évaluation positive. Dans ce dernier cas, on note que 60% des répondants s'estiment et Français et européens et même que 18% d'entre eux se considèrent d'abord comme européens, ensuite comme Français.

Le profil social des divers groupes montre que la catégorie socioprofessionnelle joue un peu mais dans des limites assez étroites. On pouvait s'attendre à une forte corrélation entre les catégories supérieures et le groupe positif ou bien entre les catégories populaires et le groupe de ceux qui ne sont jamais positifs, ce qui aurait permis de consolider l'hypothèse populiste. Ce n'est pas le cas puisque 34% des enquêtés de catégorie supérieure sont dans ce dernier groupe et 36% dans le groupe positif. Au sein des catégories populaires, 50% des enquêtés se situent dans le groupe qui n'est jamais positif alors que 23% d'entre eux sont dans le groupe positif.

Graphique 2 : La perception positive de l'action de l'UE selon la catégorie sociale (%)



Source : Luc Rouban, enquête électorale Cevipof, Ipsos, Le Monde, Fondation Jean-Jaurès, Institut Montaigne, vague 3, 2024

Lecture : Les catégories socioprofessionnelles regroupent les actifs et les retraités. La catégorie « inactifs » regroupe les personnes au foyer, étudiants et élèves.

L'âge lui-même n'a pas de véritable influence sur l'évaluation de l'action menée par l'UE. On aurait pu penser que les plus jeunes auraient été systématiquement plus positifs et ouverts à un avenir européen ou, au contraire, que les plus âgés auraient porté un jugement systématiquement plus positif sur une Europe incarnant la paix. Les résultats ne montrent cependant pas de clivage particulier. Les 18-24 ans appartiennent à 43% au groupe qui n'est jamais positif contre 45% des 65 ans et plus et au groupe positif à 35% contre 27% chez les 65 ans et plus.

Le niveau de diplôme modifie, certes, la distribution entre les groupes mais seulement au profit du groupe positif. Les enquêtés sans diplôme se retrouvent dans ce groupe à 16% contre 32% de ceux qui sont titulaires d'un diplôme d'études supérieures. Mais il n'existe aucune corrélation entre le niveau de diplôme et l'appartenance au groupe de ceux qui ne sont jamais positifs puisque 44% des enquêtés sans diplôme s'y trouvent, 53% de ceux qui ont le niveau BEP-CAP, 49% de ceux qui ont le niveau Bac et 39% de ceux qui ont un diplôme d'études supérieures.

Comprendre les évaluations de l'UE

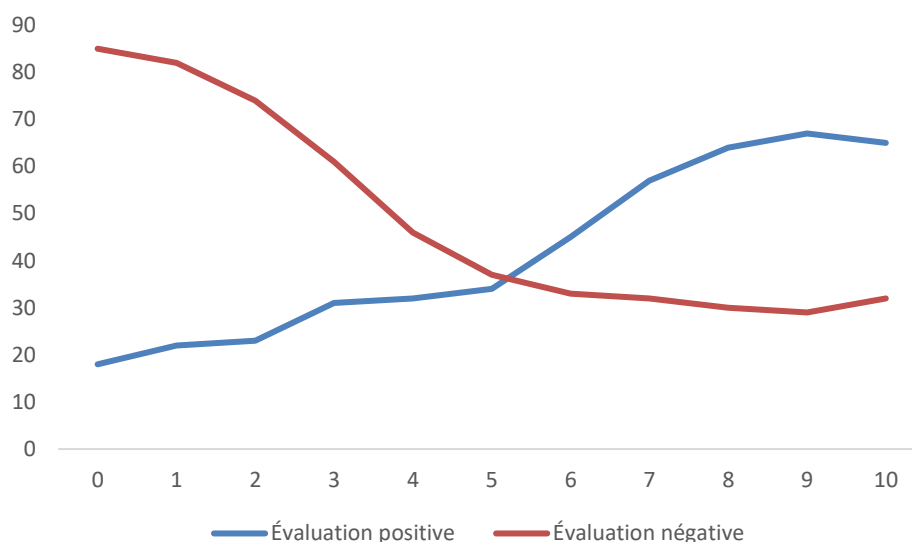
Une analyse de régression montre que la probabilité de porter un jugement au moins assez positif sur l'effet des actions de l'UE dépend, bien avant toutes les variables démographiques ou socio-économiques comme le diplôme, le niveau de patrimoine, la tranche d'âge, la catégorie socioprofessionnelle, du fait d'être satisfait de sa vie ou de considérer qu'on est plus satisfait avec sa vie qu'on ne l'était il y a cinq ans. Une troisième variable, dans l'ordre de l'analyse, est le fait d'avoir eu l'occasion à titre personnel ou professionnel d'aller dans d'autres pays de l'UE. Cette dernière dimension n'a pas un effet statistique négligeable et montre que la fréquentation d'autres pays européens prédispose à porter un regard bien plus positif sur les effets de l'UE. En moyenne, 40% des enquêtés ont eu l'occasion d'aller très souvent ou assez souvent dans un autre pays de l'UE. Les enquêtés ayant eu « très souvent » l'occasion d'aller dans d'autres pays de l'UE font partie à 43% du groupe d'évaluation le plus positif contre 17% de ceux qui n'y sont jamais allés.

Mais il existe une asymétrie entre le fait d'évaluer positivement l'UE et le fait de l'évaluer de manière négative. On le voit dans le fait que ceux qui ont eu l'occasion de fréquenter très souvent un autre pays de l'UE donnent une évaluation négative de l'UE à 42% contre 56% de ceux qui n'y sont jamais allés. Cette asymétrie montre que la simple information au sujet des autres pays européens ou même de l'UE ne conditionne pas l'évaluation que l'on va faire. Cela se confirme par une simple observation. Parmi les enquêtés qui estiment être bien informés sur l'UE, soit ceux qui se positionnent entre 5 et 10 sur une échelle allant de 0 à 10, 38% se situent dans le groupe de ceux qui ne sont jamais positifs, 28% dans le groupe de ceux qui ne le sont que faiblement et 35% dans le groupe positif.

La question qui se pose est de savoir si l'on retrouve la même hiérarchie de corrélations lorsqu'on étudie ceux qui sont négatifs vis-à-vis de l'UE c'est-à-dire tous ceux qui ne dépassent jamais ou rarement la note 3 sur l'échelle de 0 à 10. En moyenne, seuls 27% des enquêtés ne donnent jamais une note aussi basse. Une fois encore, ce sont bien les variables mesurant le niveau de satisfaction à l'égard de sa vie qui écrasent toutes les autres dimensions. Cette fois,

cependant, c'est la question de savoir si la situation personnelle des enquêtés a évolué positivement ou pas durant les cinq dernières années qui arrivent, et de loin, en tête du modèle explicatif. La lecture en termes de lutte des classes ne semble donc pas à privilégier car les représentations de l'action menée par l'UE dépendent étroitement non pas d'un statut social ou d'une profession mais d'une dynamique globale dans laquelle la mobilité professionnelle ou les conditions de vie jouent un rôle prépondérant et s'avèrent en décalage avec les attentes.

Graphique 3 : L'évaluation de l'action de l'UE et celle de sa propre vie sur les cinq dernières années (% sur la partie haute des indices)



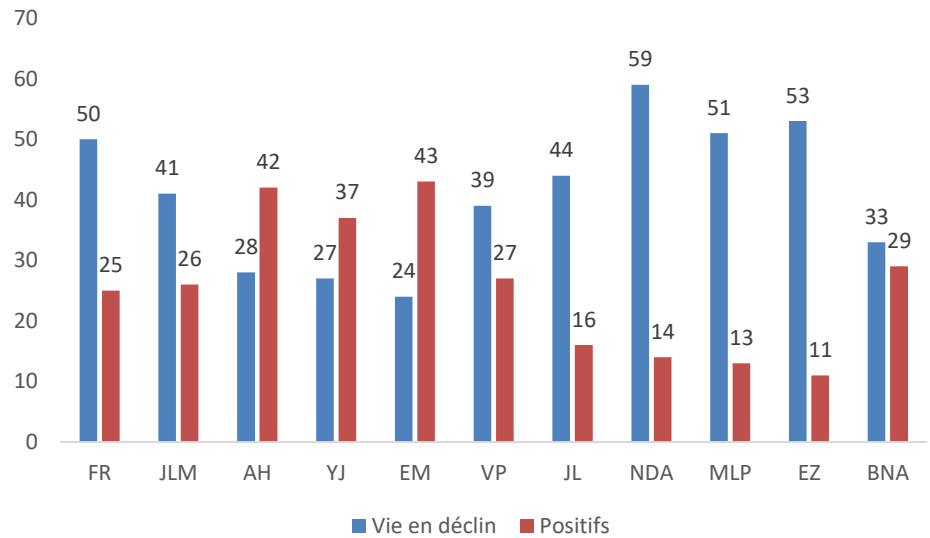
Source : Luc Rouban, enquête électorale Cevipof, Ipsos, Le Monde, Fondation Jean-Jaurès, Institut Montaigne, vague 3, 2024

Lecture : Les enquêtés se positionnant à 0 sur l'échelle d'évaluation de leur propre vie sur les cinq dernières années sont 85% à donner une évaluation négative de l'action de l'UE.

La subjectivisation du politique

L'effet statistique puissant de l'évaluation de sa propre vie sur celle de l'UE rejoint clairement les choix électoraux antérieurs. Notamment, le vote RN reste fortement associé et à une évaluation négative de l'UE et à une évaluation négative de sa vie sociale ou professionnelle alors même que sa base électorale ne cesse de s'élargir aux catégories moyennes et supérieures. L'inverse prévaut clairement dans l'électorat macroniste. On peut alors observer que les proportions d'électeurs de gauche, à l'exception de ceux du PCF, pensant que leur vie est en déclin depuis les cinq dernières années sont toujours sensiblement inférieures à celles qui caractérisent les électors des droites radicales et, dans une certaine mesure, celui de Valérie Pécresse dont les réponses s'organisent à peu près au même niveau que celles données par l'électorat de Jean-Luc Mélenchon.

Graphique 4 : L'évaluation de sa vie sur les cinq dernières années et l'évaluation positive de l'action de l'UE par électorat du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 (%)



Source : Luc Rouban, enquête électorale Cevipof, Ipsos, Le Monde, Fondation Jean-Jaurès, Institut Montaigne, vague 3, 2024

Lecture : FR : Fabien Roussel ; JLM : Jean-Luc Mélenchon ; AH : Anne Hidalgo ; YJ : Yannick Jadot ; EM : Emmanuel Macron ; JL : Jean Lassalle ; VP : Valérie Pécresse ; NDA : Nicolas Dupont-Aignan ; MLP : Marine Le Pen ; EZ : Éric Zemmour ; BNA : votes blancs et nuls, abstention. On n'indique ici que les électorats dont les effectifs sont suffisants pour un traitement statistique fiable.

Les effets de l'évaluation

Quels sont les effets politiques de cette évaluation ? Une première question porte sur l'effet de l'évaluation sur l'intérêt porté à la campagne des élections européennes. Le fait d'évaluer positivement l'action de l'UE conduit effectivement à s'intéresser de plus près à ces élections². C'est le cas de 71% du groupe d'évaluation positive contre 54% du groupe faiblement positif et 49% du groupe qui n'est jamais positif. Il en va de même en ce qui concerne l'intention assez ferme d'aller voter à ces élections³. Cette intention est affichée par 84% des enquêtés du groupe positif, 76% du groupe des faiblement positifs et encore 67% de ceux qui ne sont jamais positifs.

Il existe donc des différences mais on voit bien que même ceux qui ne sont jamais positifs s'intéressent à ces élections et désirent voter, ce qui conduit évidemment à penser qu'elles représentent pour eux non pas tant la désignation de députés au Parlement européen qu'un test politique en faveur ou contre le gouvernement de Gabriel Attal et la politique menée par Emmanuel Macron. Assez logiquement, on voit du reste que les membres du groupe positif se détermineront dans leur vote en fonction des propositions faites par les partis sur les questions européennes à 62% contre 38% sur les questions nationales, ces proportions s'inversant dans le groupe des faiblement positifs (47% contre 53%) et de ceux qui ne sont jamais positifs (37% contre 63%).

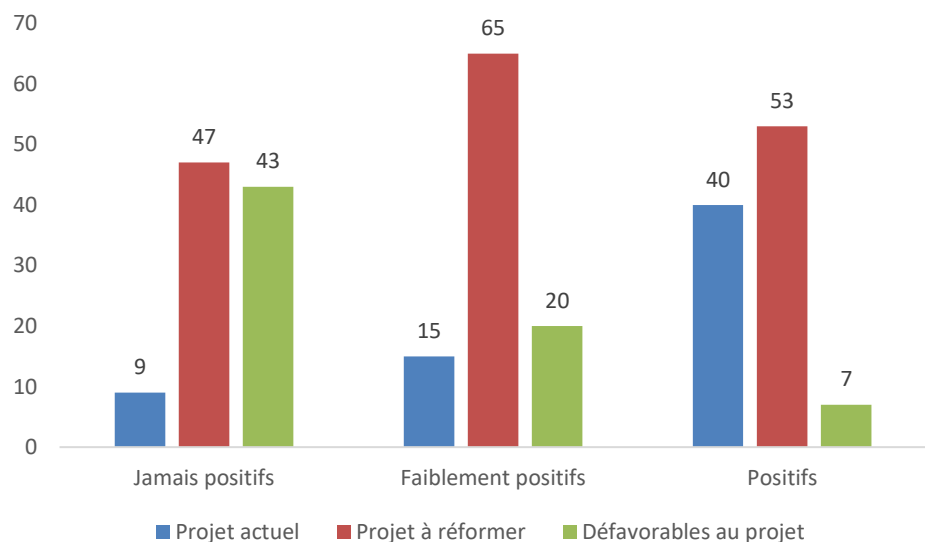
2. Soit le positionnement entre 7 et 10 sur une échelle allant de 0 à 10

3. Positionnement entre 7 et 10 sur une échelle allant de 0 à 10

En revanche, l'appartenance à l'un de ces trois groupes d'évaluation ne modifie pas une tendance de fond concernant l'insatisfaction générale à l'égard du projet européen tel qu'il est mené actuellement. En effet, en moyenne, 54% des enquêtés se disent favorables au projet européen mais pas tel qu'il est mis en place actuellement, 19% sont favorables au projet actuel et 27% sont défavorables au projet européen. S'il existe des écarts importants entre groupes d'évaluation en ce qui concerne soit l'acceptation du projet tel quel, soit son rejet pur et simple, ces écarts s'effacent en grande partie dès lors qu'il s'agit de réformer ce projet.

Néanmoins, le groupe d'évaluation positive souhaite mener une intégration plus poussée à 62% contre 31% de ceux qui ne sont que faiblement positifs et 16% de ceux qui ne le sont jamais. Inversement, la proportion de ceux qui estiment que l'unification a déjà été poussée trop loin passe, dans le même ordre d'évaluation, de 8% à 25% puis à 43%. Il reste que 30% des enquêtés positifs répondent « ni l'un ni l'autre » comme 44% de ceux qui ne sont que faiblement positifs et 41% de ceux qui ne le sont jamais.

Graphique 5 : L'évaluation des actions de l'UE et la conception du projet européen (%)



Source : Luc Rouban, enquête électorale Cevipof, Ipsos, Le Monde, Fondation Jean-Jaurès, Institut Montaigne, vague 3, 2024

Les intentions de vote exprimées en mars 2024 pour les élections du 9 juin, quant à elles, ne font que confirmer les dynamiques politiques et sociales que l'on a vues. La probabilité de vote pour l'une des listes des droites radicales (RN, Reconquête, Debout la France, Patriotes, UPR) dépend en premier de l'évaluation que les enquêtés font de leur vie avant celle qu'ils font des actions de l'UE.

Conclusion

En termes politiques, l'UE reste donc un ectoplasme pour une majorité d'électeurs au travers duquel on voit se dessiner soit des enjeux internes, comme le fait de transformer les élections européennes en référendum pour ou contre Emmanuel Macron, soit la projection des structures sociopolitiques qui organisent la vie politique en France depuis des années, et sans doute surtout depuis 2018 et la crise des Gilets jaunes. Ce dernier reste le moment fondateur d'un autre regard sur la société française, échappant aux grilles de lecture en termes de lutte des classes pour se focaliser sur les dynamiques de la mobilité sociale et de l'échec du modèle républicain dans son ambition émancipatrice. L'évaluation des actions menées par l'UE n'a donc qu'une autonomie très restreinte et reste marquée d'une grande indécision. On voit se dessiner ici les limites d'une démocratie des politiques publiques, démocratie d'accès réservée aux professionnels qui connaissent leur secteur et ses problèmes particuliers mais qui reste opaque aux électeurs hors champ qui n'interprètent l'UE que très difficilement. La traduction politique de l'UE reste illisible.